



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2024176-0009

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions de l'autorisation de la société
PETIT BATEAU implantée à TROYES

La préfète de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive européenne 2000/60/CE ;

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation du 2 février 1998 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-4047A du 17 novembre 2003 d'autorisation de la société PETIT BATEAU pour l'exploitation de son installation située à TROYES ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;

VU l'arrêté n° AH2021-0001 de la communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole du 17 février 2021 portant autorisation de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau public d'assainissement de l'agglomération ;

VU la convention spéciale de déversement n° 2021-008 du 16 février 2021 entre la régie d'assainissement de Troyes Champagne Métropole et la société PETIT BATEAU concernant le déversement d'effluents non domestiques dans le réseau public d'assainissement de l'agglomération ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 6 mars 2024 établi à la suite de la visite d'inspection du 15 février 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 12 mars 2024 ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

CONSIDÉRANT que les valeurs limites d'émissions définies dans l'article 9.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003 ne sont plus applicables depuis le 31 décembre 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, par conséquent, de mettre à jour les conditions d'encadrement des rejets de la société PETIT BATEAU en cohérence avec les valeurs limites fixées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ainsi que dans l'autorisation de déversement susvisée ;

CONSIDÉRANT qu'il convient également de mettre à jour les conditions du suivi des rejets de la société PETIT BATEAU en cohérence avec les fréquences fixées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ainsi que dans la convention de déversement susvisée ;

CONSIDÉRANT qu'augmenter la fréquence de suivi des rejets en périodes de sécheresse permet de détecter des éventuelles dérives plus rapidement et est donc de nature à renforcer la prévention d'éventuelles pollutions durant ces périodes où les milieux naturels sont plus sensibles ;

CONSIDÉRANT que des effluents anormalement colorés sont constatés en fin de semaine au niveau de la station de traitement des eaux usées collective de BARBEREY-SAINT-SULPICE ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de s'assurer de l'innocuité des installations de gestion des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de déterminer l'origine des émissions de l'installation en mercure et cadmium ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1. BÉNÉFICIAIRE

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées situées sur le territoire de la commune de TROYES et exploitées par la société PETIT BATEAU désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 15, rue du Lieutenant Pierre Murard à TROYES.

ARTICLE 2. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

En cas de rejets, les eaux pluviales de toitures sont envoyées dans le réseau public d'évacuation des eaux pluviales ou dans des bassins d'infiltration.

En cas de rejets, les eaux pluviales de voiries sont envoyées :

- soit dans le réseau public d'évacuation des eaux pluviales ;
- soit dans un (ou plusieurs) puits perdus après passage dans un (ou plusieurs) séparateur à hydrocarbures. Le cas échéant, le milieu naturel doit pouvoir être isolé à tout moment de tout rejet de l'installation, en particulier en provenance des voiries.

Les eaux usées industrielles sont rejetées dans le réseau public d'évacuation des eaux usées, par l'intermédiaire d'un branchement unique.

Les eaux usées domestiques sont rejetées dans le réseau public d'évacuation des eaux usées par l'intermédiaire de branchements distincts de celui des eaux usées industrielles.

ARTICLE 2. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION – EAUX USÉES INDUSTRIELLES

2.1. Débit

L'établissement est autorisé à déverser dans le réseau public d'assainissement un volume maximal journalier d'eaux usées industrielles de 600 m³.

2.2. Température, pH et couleur

Les eaux usées industrielles rejetées doivent respecter les valeurs suivantes :

Température (code SANDRE 1301)	pH (code SANDRE 1302)	Couleur (code SANDRE 1309)
<30°C	Compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)	Concentration inférieure à 100 mg Pt/L Flux maximal journalier inférieur à 60 kg Pt/j

2.3. Substances polluantes

Les caractéristiques physico-chimiques des eaux usées industrielles rejetées dans le réseau d'eau public doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière maximale (mg/L)	Flux maximal journalier (kg/j)
M.E.S	1305	300	180
DBO5	1313	500	300
DCO	1314	1500	780
Azote global	1551	30	18
Phosphore total	1350	20	12
AOX	1106	1	0,6
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2	0,12
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8	0,48
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1	0,06
Mercure et ses composés	1387	0,025	0,015
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	0,025	0,015

2.4. Substances dangereuses visées par des objectifs de suppression des émissions

Pour les paramètres du tableau ci-dessous, l'exploitant identifie la source de ses émissions dans les rejets d'eaux usées industrielles dans un délai de 1 an.

Paramètre	Code SANDRE
Mercure et ses composés	1387
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388

ARTICLE 3. FRÉQUENCES D'AUTOSURVEILLANCE

3.1. Dispositions générales

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non-décantés.

Chaque jour, un échantillon moyen sur 24h, représentatif des effluents rejetés, doit être réalisé et conservé à 4°C pendant 48 heures. Ces échantillons sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'exploitant du réseau d'assainissement collectif.

3.2. Fréquences hors période de sécheresse

Les fréquences minimales à appliquer pour le suivi des rejets d'eaux usées industrielles sont définies dans le tableau ci-après.

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence
Débit	1420	En continu
Température	1301	En continu
pH	1302	En continu
Couleur	1309	Hebdomadaire, le jeudi ou le vendredi Cette fréquence n'est plus obligatoire dans le cas où l'exploitant justifie du respect des prescriptions associées à ce paramètre durant une année.
M.E.S	1305	Hebdomadaire
DBO5	1313	Hebdomadaire
DCO	1314	Hebdomadaire
Azote global	1551	Mensuelle
Phosphore total	1350	Mensuelle
AOX	1106	Mensuelle
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	Trimestrielle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	Trimestrielle
Mercure et ses composés	1387	Trimestrielle
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	Trimestrielle

3.3. Fréquences en période de sécheresse

Dès lors qu'un arrêté préfectoral portant adoption des limitations des usages de l'eau sur la zone d'alerte associée au milieu de prélèvement de l'installation est publié, les rejets d'eaux résiduaires sont analysés selon les fréquences détaillées dans la suite du présent article :

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence	
		Stade d'alerte déclenché	Stade d'alerte renforcée ou de crise déclenché
M.E.S	1305	Hebdomadaire	Bihebdomadaire
DCO	1313	Hebdomadaire	Bihebdomadaire
DBO ₅	1314	Hebdomadaire	Bihebdomadaire
AZOTE global	1551	Mensuelle	Bimensuelle
PHOSPHORE total	1350	Mensuelle	Bimensuelle
AOX	1106	Mensuelle	Bimensuelle
Autres polluants visés à l'article 3.2 du présent arrêté	/	Fréquences imposées à l'article 3.2 du présent arrêté	

ARTICLE 4. RÉDUCTION DE LA COULEUR DES EFFLUENTS

Dans un délai d'un an, l'exploitant mène une étude technico-économique visant la réduction de la couleur (code SANDRE 1309) de ses eaux usées industrielles avant leur rejet dans le réseau public d'évacuation des eaux usées ainsi que la réduction de l'impact de ses rejets sur la couleur des effluents parvenant à la station de traitement des eaux usées collective de BARBEREY-SAINT-SULPICE.

ARTICLE 5. INNOCUITÉ DES INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant démontre l'innocuité de ses installations de gestion des eaux pluviales de voiries vis-à-vis du milieu naturel.

Dans le cas où cette innocuité ne pourrait être démontrée, l'exploitant met en place un plan d'action sous un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté pour étudier et mettre en œuvre sous ce même délai des solutions alternatives de gestion de ses eaux pluviales de voiries. Ces solutions alternatives sont compatibles avec les intérêts défendus par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6. ABROGATIONS

Les articles 8.5, 9.4 et 11.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003 sont abrogés.

Les renvois vers les prescriptions des références réglementaires abrogées ci-dessus mentionnés dans les arrêtés préfectoraux applicables aux installations renvoient désormais vers les prescriptions du présent arrêté correspondantes.

ARTICLE 7. NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société PETIT BATEAU.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis sera affiché par le maire de la commune de TROYES, en mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture du département de l'Aube – pôle de la coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **24 JUIN 2024**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.